

Commission canadienne du tourisme

**Rapport financier trimestriel pour le trimestre
terminé le 30 septembre 2018**

Commission canadienne du tourisme
Explications
30 septembre 2018

Présentation

La Commission canadienne du tourisme (CCT) est l'organisme national de marketing touristique du Canada. À titre de société d'État à part entière du gouvernement du Canada, elle dirige, en collaboration avec l'industrie canadienne du tourisme, la promotion du Canada comme destination touristique quatre saisons de premier ordre. Elle relève du Parlement par l'intermédiaire de la ministre du Tourisme, des Langues officielles et de la Francophonie et doit se conformer aux prescriptions de la *Loi sur la Commission canadienne du tourisme*.

La CCT mène des campagnes de marketing dans des marchés étrangers tels que le Royaume-Uni, l'Allemagne, la France, le Mexique, le Japon, l'Australie, la Corée du Sud, la Chine, l'Inde et les États-Unis; elle cible à la fois les voyageurs d'agrément et ceux qui se déplacent pour participer à des événements d'affaires.

Explications

Les présentes explications portent sur le trimestre.

Commission canadienne du tourisme
Explications
30 septembre 2018

Résultats trimestriels

(en milliers)

	Période de trois mois terminée le 30 septembre 2018	Période de trois mois terminée le 30 septembre 2017	Écart
Contributions des partenaires	6 666 \$	5 394 \$	1 271 \$
La CCT continue d'élargir son éventail de partenariats avec des organismes de marketing provinciaux et territoriaux, des entreprises d'envergure locale, régionale et nationale, des organismes de marketing de destination et des associations touristiques. L'augmentation des contributions des partenaires au T3 de 2018 par rapport au même trimestre de l'année précédente est principalement attribuable à une hausse dans les marchés d'agrément principaux de la CCT, soit le Royaume-Uni, l'Allemagne, l'Australie et la France (436 k\$), dans le marché d'agrément de la Chine (280 k\$) et dans les marchés émergents de la CCT, particulièrement le Mexique (645 k\$).			
Autres produits	485	546	(61)
Au T3 de 2018, les autres produits sont demeurés plutôt stables par rapport au T3 de l'année précédente; les produits en question comprennent les frais de fonctionnement recouverts au bureau de la CCT en Chine, les intérêts gagnés et les rabais sur cartes de crédit.			
Charges de marketing et de ventes	29 057	33 105	(4 048)
Nous affichons un investissement inférieur au troisième trimestre, principalement en raison du calendrier des activités de marketing et de ventes. Nous avons observé une augmentation de nos investissements en marketing et ventes pour le premier semestre de 2018, puis un ralentissement au troisième trimestre. Nous prévoyons finir l'année avec un investissement global plus élevé que l'année précédente.			
Le ralentissement au troisième trimestre est principalement lié au calendrier des campagnes et initiatives suivantes : la campagne Accueillir l'Amérique aux États-Unis (1,6 M\$) et les initiatives dans les marchés principaux (Royaume-Uni, Allemagne et France) (1,2 M\$), qui ont connu un niveau d'activité plus élevé durant la première moitié de l'année et, dans le cas de la campagne Accueillir l'Amérique aux États-Unis, un report des dépenses au T4 (1,5 M\$). En plus des différences dans le calendrier, le reste de la diminution des charges est attribuable à la cessation du programme Voyages génération Y en 2017 (390 k\$) et à la cessation des activités de la CCT dans le marché brésilien (690 k\$).			
Cette baisse des investissements est compensée par un événement spécial d'Événements d'affaires Canada (1,2 M\$) et par le marché d'agrément de la Chine, en raison de l'Année du tourisme Canada-Chine (189 k\$).			
Services généraux	1 753	1 631	122
La CCT entend rendre son fonctionnement toujours plus efficace afin de dégager un maximum de fonds pour ses programmes. Le poste des Services généraux affiche des charges relativement stables au T3 de 2018 par rapport au même trimestre de l'année précédente.			
Stratégie et planification	29	298	(269)
Les charges relatives à la stratégie et à la planification incluent les honoraires d'experts-conseils, la location des bureaux et les frais de déplacement.			
Crédits parlementaires	23 914	26 449	(2 535)
La baisse de 2,5 M\$ des crédits parlementaires par rapport au T3 de 2017 est attribuable au décalage entre les échéances des prélèvements provenant du budget principal.			

Commission canadienne du tourisme
Explications
30 septembre 2018

Résultats depuis le début de l'année
(en milliers)

	Période de neuf mois terminée le 30 septembre 2018	Période de neuf mois terminée le 30 septembre 2017	Écart
Contributions des partenaires	15 908 \$	14 264 \$	1 644 \$
La CCT continue d'élargir son éventail de partenariats avec des organismes de marketing provinciaux et territoriaux, des entreprises d'envergure locale, régionale et nationale, des organismes de marketing de destination et des associations touristiques.			
L'augmentation des contributions des partenaires depuis le début de l'année est principalement attribuable à une hausse dans les marchés d'agrément principaux de la CCT, soit le Royaume-Uni, l'Allemagne, l'Australie et la France (2,3 M\$), dans le marché d'agrément de la Chine (1,3 M\$) et dans les marchés émergents de la CCT, particulièrement le Mexique (1,1 k\$). La hausse des contributions des partenaires est contrebalancée par la fin du programme Voyages génération Y en 2017 (2,3 M\$) et par une baisse des produits liés au programme Accueillir l'Amérique aux États-Unis (600 k\$) et des activités de recherche (200 k\$).			
Autres produits	1 184	1 104	80
Les autres produits, qui comprennent les frais de fonctionnement recouverts au bureau de la CCT en Chine et les intérêts gagnés, sont demeurés relativement constants depuis le début de l'année 2018 par rapport à l'année précédente.			
Charges de marketing et de ventes	67 446	69 666	(2 220)
Le niveau d'investissement est moins élevé que pour la même période l'an dernier, principalement en raison du calendrier des activités de marketing et de ventes. Nous prévoyons finir l'année avec un investissement global plus élevé que l'année précédente.			
Le ralentissement observé en 2018 par rapport à 2017 est principalement attribuable au calendrier des campagnes et des initiatives suivantes, pour lesquelles les charges ont été reportées au T4 : le programme Accueillir l'Amérique aux États-Unis (1,5 M\$), les marchés d'agrément émergents de la CCT (Inde, Corée et Mexique) (557 k\$) et les initiatives dans les marchés principaux (Australie) (170 k\$). Au-delà du décalage, le reste de la diminution des charges est attribuable à l'achèvement du programme Voyages génération Y en 2017 (3,3 M\$) et au retrait de la CCT du marché brésilien (1,0 M\$).			
Cet investissement moins important est contrebalancé par un événement spécial d'Événements d'affaires Canada (2,6 M\$) et par le marché d'agrément de la Chine en raison de l'Année du tourisme Canada-Chine (1,7 M\$).			
Services généraux	5 282	5 191	91
La CCT entend rendre son fonctionnement toujours plus efficace afin de dégager un maximum de fonds pour ses programmes. Le poste des Services généraux a maintenu relativement le même niveau de charges depuis le début de l'année 2018 par rapport à l'année précédente.			
Stratégie et planification	674	875	(201)
Les charges relatives à la stratégie et à la planification incluent les honoraires d'experts-conseils, la location des bureaux et les frais de déplacement.			
Crédits parlementaires	50 902	72 067	(21 165)
La baisse de 21 M\$ des crédits parlementaires par rapport à 2017 est attribuable au décalage entre les échéances des prélèvements provenant du budget principal. Des prélèvements supplémentaires seront effectués au T4.			

Risques et incertitudes

Dans le cadre de notre gestion stratégique, nous effectuons une évaluation des risques d'entreprise, sur laquelle nous nous appuyons pour élaborer notre plan stratégique quinquennal, notre stratégie d'atténuation des risques et notre plan d'audit interne. Nous préparons et mettons en œuvre des plans d'atténuation des risques en conséquence.

Les risques que le plan d'entreprise 2018-2022 définit comme étant susceptibles d'avoir une incidence sur nos objectifs organisationnels sont exposés ci-dessous.

- **Efficacité du marketing**

Les efforts que nous déployons pour promouvoir le Canada comme destination touristique de premier choix pourraient ne pas être efficaces. Une telle inefficacité aurait certes des répercussions considérables, mais elle demeure peu probable, notamment grâce aux mesures d'atténuation mises en place.

Mesures d'atténuation : Nous maintiendrons la vigueur de la marque, réaliserons des activités de marketing novatrices et alignées sur le cheminement vers l'achat du consommateur, évaluerons l'efficacité du marketing, utiliserons les renseignements obtenus pour éclairer nos décisions, communiquerons notre valeur et notre apport à l'industrie du tourisme et utiliserons de façon optimale nos ressources humaines et financières.

- **Mesure du rendement**

Il est possible que nous ne puissions mesurer l'incidence et l'efficacité de nos activités de marketing et les résultats qui leur sont attribuables, y compris l'utilisation de nouvelles technologies de communication marketing, de manière pertinente aux yeux des intervenants. Nous estimons que ce risque comporte un niveau moyen de probabilité et d'incidence, étant donné l'importance que revêt la capacité de mesurer les résultats et la complexité de cette mesure.

Mesures d'atténuation : Nous utiliserons les plus récentes technologies pour mesurer les résultats de nos efforts de marketing et continuerons de collaborer avec nos partenaires pour normaliser les méthodes de mesure du rendement.

- **Vie privée**

Le déploiement de technologies visant à cerner les champs d'intérêt et les passions des voyageurs, puis à adapter le marketing selon ces facteurs, nécessite la collecte, l'évaluation et l'utilisation de données sur la consommation des voyageurs. En conséquence, nos activités pourraient ne pas respecter ni dépasser les exigences réglementaires ou les attentes des consommateurs en matière de respect de la vie privée. Puisque nous ne conservons aucun renseignement de nature délicate au sujet des voyageurs, l'incidence de ce risque est faible. Sa probabilité est également faible, compte tenu des mesures d'atténuation en place.

Mesures d'atténuation : Nous continuerons d'appliquer des pratiques exemplaires pour évaluer de façon proactive les risques liés au respect de la vie privée et pour protéger les renseignements personnels. Nous mettrons en œuvre les recommandations découlant de l'évaluation exhaustive des facteurs relatifs à la vie privée pour nos activités actuelles et prévues. Nous veillerons à régulièrement réviser, évaluer et mettre à jour nos processus et politiques en matière de vie privée.

- **Devise**

La dépréciation du dollar canadien et la baisse du pouvoir d'achat qu'elle entraîne pourraient se traduire par une portée et une incidence moindres pour nos activités de marketing dans les

marchés étrangers où la concurrence est féroce. Nous évaluons que la probabilité et l'incidence de la dépréciation du dollar canadien sont moyennes.

Mesures d'atténuation : Nous maintenons un portefeuille d'investissement équilibré, en répartissant nos investissements dans divers marchés de voyages d'agrément et d'affaires afin d'équilibrer les risques et de maximiser le rendement.

○ **Conjoncture économique et géopolitique mondiale**

Diverses économies du monde, dans les marchés où nous investissons, pourraient connaître un important ralentissement de leur croissance, des changements dans leur paysage politique ou des changements sur le plan de la sécurité qui nuiraient aux voyages au Canada. Malgré la forte probabilité que des événements de nature économique ou géopolitique surviennent dans le monde, nous estimons à un niveau moyen le risque que ces événements affectent les voyages au Canada. Compte tenu de notre approche de portefeuille équilibré, nous estimons que ce risque est atténué et que le risque résiduel est moyen.

Mesures d'atténuation : Nous conserverons une approche d'investissement équilibrée dans notre portefeuille de marchés, et veillerons à la flexibilité des budgets alloués aux pays, de façon à pouvoir les redistribuer au besoin. Nous offrirons du soutien, des outils, des ressources et des occasions de vente aux acteurs de l'industrie pour les aider à faire face à la conjoncture mondiale, à se préparer à l'exportation et à développer leur entreprise.

○ **Gestion du changement et des talents**

Il est possible que nos besoins changeants en ce qui a trait aux habiletés et au talent compromettent le recrutement de candidats de choix, l'engagement des employés et la planification de la relève, ce qui aurait une incidence sur l'efficacité et l'efficacités au sein de l'organisation. La dynamique actuelle du marché pourrait influencer notre capacité à recruter des employés, à susciter leur engagement et à les retenir. En effet, il y a une forte concurrence sur le marché pour les nouvelles habiletés recherchées. Si le risque se concrétise, les mesures d'atténuation en place assureront une incidence minimale sur le fonctionnement. La probabilité est néanmoins faible puisque Destination Canada demeure un employeur de choix, un fait attesté par son succès continu à attirer les employés recherchés.

Mesures d'atténuation : Nous miserons sur la formation, les occasions d'enrichissement au travail et l'amélioration de la communication avec le personnel. Nous adopterons une approche de dotation moderne, et déploierons des plans de relève au niveau de la gestion afin d'assurer une continuité ininterrompue des activités lorsque d'importants postes de direction se libèrent.

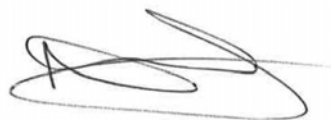
Changements importants apportés aux programmes, aux effectifs ou au fonctionnement

On ne constate aucun changement important apporté aux programmes, aux effectifs ou au fonctionnement et non abordé dans le plus récent rapport annuel ou plan d'entreprise.

Énoncé des responsabilités de la direction par les membres de la haute direction

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers trimestriels conformément à la Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État du Conseil du Trésor du Canada, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers trimestriels exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans ce rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers trimestriels.

À notre connaissance, ces états financiers trimestriels non audités donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats des activités et des flux de trésorerie de la société, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers trimestriels.



David F. Goldstein

Anwar Chaudhry

*Président-directeur général
Vancouver, Canada
29 novembre 2018*

*Vice-président principal, Finances et Gestion du
risque, et chef des services financiers
Vancouver, Canada
29 novembre 2018*

Commission canadienne du tourisme**État de la situation financière**

Au 30 septembre 2018

(en milliers)

	30 septembre 2018	31 décembre 2017
Actifs financiers		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	24 138 \$	22 830 \$
Créances		
Contributions des partenaires	3 541	5 603
Gouvernement du Canada	1 970	4 007
Autres	23	23
Actif au titre des prestations constituées	12 114	12 114
Placements de portefeuille	381	372
	<u>42 167</u>	<u>44 949</u>
Passifs		
Créditeurs et charges à payer		
Fournisseurs	20 204	18 766
Rémunération des employés	1 361	1 394
Gouvernement du Canada	0	188
Passif au titre des prestations constituées	5 582	5 978
Produits reportés	2 895	122
Avantages incitatifs reportés relatifs à un bail	713	807
Obligation liée à la mise hors service d'immobilisations	164	164
	<u>30 919</u>	<u>27 419</u>
Actifs financiers nets	<u>11 248</u>	<u>17 530</u>
Actifs non financiers		
Charges payées d'avance et autres actifs	3 080	2 163
Immobilisations corporelles	1 475	1 687
	<u>4 555</u>	<u>3 850</u>
Excédent accumulé	<u>15 803 \$</u>	<u>21 380 \$</u>

Commission canadienne du tourisme

État des résultats

Pour les périodes de trois mois et de neuf mois terminées le 30 septembre
(en milliers)

	Période de trois mois terminée le 30 septembre		Période de neuf mois terminée le 30 septembre	
	2018	2017	2018	2017
Produits				
Contributions des partenaires	6 666 \$	5 394 \$	15 908 \$	14 264 \$
Autres	485	546	1 184	1 104
	<u>7 151</u>	<u>5 940</u>	<u>17 092</u>	<u>15 368</u>
Charges				
Marketing et ventes	29 057	33 105	67 446	69 666
Services généraux	1 753	1 631	5 282	5 191
Stratégie et planification	29	298	674	875
Amortissement des immobilisations corporelles	93	93	283	272
	<u>30 932</u>	<u>35 127</u>	<u>73 685</u>	<u>76 004</u>
Coût de fonctionnement net avant le financement provenant du gouvernement du Canada	(23 781)	(29 187)	(56 593)	(60 636)
Crédits parlementaires	23 914	26 449	50 902	72 067
Excédent (déficit) de la période	<u>133</u>	<u>(2 738)</u>	<u>(5 691)</u>	<u>11 431</u>
Excédent de fonctionnement accumulé au début de la période	15 591	33 978	21 415	19 809
Excédent de fonctionnement accumulé à la fin de la période	<u>15 724 \$</u>	<u>31 240 \$</u>	<u>15 724 \$</u>	<u>31 240 \$</u>

Commission canadienne du tourisme**État des gains et pertes de réévaluation**

Pour les périodes de trois mois et de neuf mois terminées le 30 septembre
(en milliers)

	Période de trois mois terminée le 30 septembre		Période de neuf mois terminée le 30 septembre	
	2018	2017	2018	2017
Gains de réévaluation accumulés (pertes de réévaluation accumulées) au début de la période	225 \$	63 \$	(35) \$	(53) \$
Gains non réalisés (pertes non réalisées) attribuables au cours du change	(146)	(158)	79	(95)
Montants reclassés dans l'état des résultats	-	-	35	53
Gains de réévaluation nets (pertes de réévaluation nettes) pour la période	(146)	(158)	114	(42)
Gains de réévaluation accumulés (pertes de réévaluation accumulées) à la fin de la période	79 \$	(95) \$	79 \$	(95) \$

Commission canadienne du tourisme**État de la variation des actifs financiers nets**

Pour les périodes de trois mois et de neuf mois terminées le 30 septembre
(en milliers)

	Période de trois mois terminée le 30 septembre		Période de neuf mois terminée le 30 septembre	
	2018	2017	2018	2017
Excédent (déficit) de la période	133 \$	(2 738) \$	(5 691) \$	11 431 \$
Acquisition d'immobilisations corporelles	(18)	(12)	(71)	(76)
Amortissement des immobilisations corporelles	93	93	283	272
	75	81	212	196
Effet de la variation des autres actifs non financiers				
Augmentation (diminution) des charges payées d'avance	205	(183)	(917)	(4 198)
	205	(183)	(917)	(4 198)
Gains de réévaluation nets (pertes de réévaluation nettes)	(146)	(158)	114	(42)
Augmentation (diminution) des actifs financiers nets	267	(2 998)	(6 282)	7 387
Actifs financiers nets au début de la période	10 981	26 765	17 530	16 380
Actifs financiers nets à la fin de la période	11 248 \$	23 767 \$	11 248 \$	23 767 \$

Commission canadienne du tourisme

État des flux de trésorerie

Pour les périodes de trois mois et de neuf mois terminées le 30 septembre
(en milliers)

	Période de trois mois terminée le 30 septembre		Période de neuf mois terminée le 30 septembre	
	2018	2017	2018	2017
Activités de fonctionnement :				
Rentrées de fonds :				
Crédits parlementaires utilisés pour financer les activités de fonctionnement et les activités d'investissement en immobilisations	23 914 \$	26 449 \$	50 902 \$	72 067 \$
Contributions des partenaires	4 371	4 804	20 743	16 879
Autres	357	461	784	841
Intérêt sur trésorerie	97	54	306	170
	28 739	31 768	72 735	89 957
Sorties de fonds :				
Paiements en espèces aux fournisseurs	(16 440)	(22 931)	(60 614)	(65 366)
Paiements en espèces aux employés et au nom des employés	(3 263)	(2 828)	(10 847)	(9 561)
Flux de trésorerie provenant des activités de fonctionnement	9 036	6 009	1 274	15 030
Activités d'investissement en immobilisations :				
Acquisition d'immobilisations corporelles	(18)	(12)	(71)	(76)
Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement en immobilisations	(18)	(12)	(71)	(76)
Activités de placement :				
Augmentation des placements de portefeuille	(4)	(4)	(9)	(11)
Flux de trésorerie provenant des activités de placement	(4)	(4)	(9)	(11)
Gains de réévaluation nets (pertes de réévaluation nettes) pour la période	(146)	(158)	114	(42)
Augmentation nette de la trésorerie pour la période	8 868	5 835	1 308	14 901
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	15 270	30 354	22 830	21 288
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	24 138 \$	36 189 \$	24 138 \$	36 189 \$

Commission canadienne du tourisme
Notes afférentes aux états financiers trimestriels
30 septembre 2018

1. Pouvoirs, objectifs et instructions

La Commission canadienne du tourisme (la CCT), créée le 2 janvier 2001 en vertu de la *Loi sur la Commission canadienne du tourisme* (la Loi), est une société d'État désignée à la partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. La CCT est mandataire de Sa Majesté du chef du Canada. Toutes les obligations de la CCT sont donc les obligations du Canada. La CCT n'est pas assujettie à l'impôt sur les bénéfices.

Comme il est précisé à l'article 5 de la Loi, la CCT a pour mission de :

- veiller à la prospérité et à la rentabilité de l'industrie canadienne du tourisme;
- promouvoir le Canada comme destination touristique de choix;
- favoriser les relations de collaboration entre le secteur privé et les gouvernements du Canada, des provinces et des territoires en ce qui concerne le tourisme au pays;
- fournir des renseignements touristiques sur le Canada au secteur privé et aux gouvernements du Canada, des provinces et des territoires.

En décembre 2014, la CCT a reçu les instructions C.P. 2014-1378 en vertu de l'article 89 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, lui donnant instruction de procéder à la mise en œuvre de réformes des régimes de retraite. Ces réformes visent à faire en sorte que les régimes de retraite des sociétés d'État prévoient un ratio de partage des coûts 50:50, pour le service courant, au titre des cotisations au régime entre les employés et l'employeur, au 31 décembre 2017. Le ratio de partage des coûts 50:50 était complètement mis en œuvre au 31 décembre 2017.

En juillet 2015, la CCT a reçu les instructions C.P. 2015-1109 en vertu de l'article 89 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, lui donnant instruction d'harmoniser ses politiques, lignes directrices et pratiques de dépenses de voyages, d'accueil, de conférences et d'événements avec les politiques, directives et instruments connexes sur les dépenses de voyages, d'accueil, de conférences et d'événements du Conseil du Trésor, d'une manière conforme à ses obligations légales, et de rendre compte de la mise en œuvre de ces instructions dans son prochain plan d'entreprise. La CCT a mis en œuvre sa nouvelle politique sur les dépenses de voyages, d'accueil, de conférences et d'événements le 21 août 2015, conformément aux exigences des instructions.

2. Principales méthodes comptables

Les présents états financiers ont été préparés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public (NCSP). Voici les principales méthodes comptables adoptées :

a) Crédits parlementaires

Le financement de la CCT provient majoritairement des crédits parlementaires que lui attribue le gouvernement du Canada. Les crédits parlementaires employés pour financer les activités de base et les dépenses en immobilisations sont considérés comme étant non affectés et sont comptabilisés à titre de produits lorsque les crédits sont autorisés et satisfont à tous les critères d'admissibilité. Les crédits parlementaires employés pour financer les initiatives ponctuelles, comme le programme *Accueillir l'Amérique*, sont considérés comme étant affectés. Les crédits affectés sont assortis de critères d'admissibilité et de stipulations qui créent une obligation répondant à la définition d'un passif; ils sont comptabilisés à titre de produits reportés lorsque les stipulations donnent lieu à un passif. Les crédits parlementaires affectés sont comptabilisés à mesure que le passif lié aux stipulations est réglé.

Comme la date de fin d'exercice de la CCT est le 31 décembre, alors que celle du gouvernement du Canada est le 31 mars, la CCT est financée par des parts de crédits provenant de deux exercices du gouvernement.

Commission canadienne du tourisme
Notes afférentes aux états financiers trimestriels
30 septembre 2018

À la fin de l'exercice, tout excédent du financement affecté reçu pour la période par rapport aux crédits parlementaires affectés comptabilisés durant l'exercice correspondant se traduit par le report d'un solde de crédits parlementaires. Si les crédits parlementaires affectés comptabilisés dépassent le financement affecté reçu, l'état de la situation financière affiche un solde au poste des crédits parlementaires à recevoir.

La CCT n'est pas autorisée à excéder les crédits parlementaires approuvés.

b) Contributions des partenaires

La CCT mène des activités de marketing en partenariat avec divers organismes canadiens et étrangers. Lorsque la CCT assume les risques financiers d'une activité de marketing, les contributions reçues d'un organisme partenaire sont comptabilisées à titre de produits dans l'exercice au cours duquel se déroule l'activité de marketing. Les contributions de partenaires obtenues alors que l'activité correspondante n'a pas encore eu lieu sont comptabilisées à titre de produits reportés.

c) Autres produits

Les autres produits se composent de frais recouverts auprès de partenaires qui partagent des locaux avec la CCT, de produits d'intérêt, de la vente d'immobilisations corporelles et d'autres produits divers. Ils sont comptabilisés dans la période au cours de laquelle s'est déroulée l'opération ou l'activité qui y a donné lieu.

d) Conversion des devises

Les actifs monétaires et les passifs monétaires libellés en devises sont convertis en dollars canadiens, aux taux de change en vigueur à la fin de l'exercice. Les actifs non monétaires et les passifs non monétaires libellés en devises sont convertis en dollars canadiens, aux taux de change historiques. Les produits et les charges sont convertis pendant l'exercice, aux taux de change en vigueur à la date de l'opération. Les charges d'amortissement pour les immobilisations corporelles sont converties aux taux de change historiques auxquels les immobilisations se rapportent. Les gains et les pertes réalisés sont inscrits dans l'état des résultats à titre de dépenses de fonctionnement, au poste Services généraux. Les gains et pertes non réalisés sont présentés dans l'état des gains et pertes de réévaluation et dans l'état de la variation des actifs financiers nets. La CCT ne se couvre pas contre les risques de fluctuation des taux de change.

e) Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont constitués de soldes bancaires et d'un dépôt à terme du marché monétaire. Ces éléments sont facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et sont sujets à un risque négligeable de changement de valeur.

f) Placements de portefeuille

Les placements de portefeuille sont évalués au coût amorti. Les produits d'intérêts liés à ces placements sont calculés selon la méthode des intérêts effectifs.

g) Charges payées d'avance

Les paiements effectués avant réception des services auxquels ils se rapportent sont comptabilisés à titre de charges payées d'avance. Les charges payées d'avance sont comptabilisées en charges au moment où les services auxquels ils se rapportent sont rendus. Les charges payées d'avance se composent de charges de programme et de fonctionnement, comme les frais d'abonnement et ceux liés aux salons professionnels.

h) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût moins l'amortissement cumulé et le montant de toute dépréciation ou cession. Les immobilisations corporelles sont dévaluées lorsque la situation indique qu'elles ont cessé de contribuer à la capacité de fournir des services, et sont comptabilisées en charges dans l'état des résultats.

Commission canadienne du tourisme
Notes afférentes aux états financiers trimestriels
30 septembre 2018

Elles sont amorties comme suit, selon la méthode linéaire sur la durée de vie utile estimative des immobilisations :

Améliorations locatives	Durée restante du bail
Mobilier de bureau	5 ans
Matériel informatique	3 ans
Logiciels	5 ans

Les actifs incorporels ne sont pas comptabilisés dans les présents états financiers.

i) Produits reportés

Les produits reportés consistent en contributions reportées des organismes partenaires et en crédits affectés du gouvernement du Canada. Les contributions reçues des organismes partenaires sont comptabilisées à titre de produits reportés jusqu'au moment où a lieu l'activité de marketing ou l'événement auquel elles se rapportent. Les crédits affectés reçus du gouvernement du Canada sont comptabilisés à titre de produits reportés jusqu'à ce que soient satisfaits les critères et les stipulations qui ont donné lieu au passif. Au 30 juin 2018 et au 31 décembre 2017, le solde des produits reportés se composait uniquement de contributions reportées des organismes partenaires.

j) Avantages incitatifs reportés relatifs à un bail

Les avantages incitatifs reportés relatifs à un bail consistent en divers avantages incitatifs relatifs aux baux de nos bureaux, y compris le remboursement des frais d'améliorations locatives et les périodes de loyer gratuit. Ces avantages incitatifs sont reportés et comptabilisés à titre de réduction linéaire des charges de location sur toute la durée du bail.

k) Obligation liée à la mise hors service d'immobilisations

Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations se composent des coûts de désaffectation de divers locaux loués. La CCT comptabilise des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations en raison de ses obligations contractuelles consistant à remettre les bureaux loués dans leur état original à la fin du bail. Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations sont initialement évaluées à leur juste valeur, en fonction de la meilleure estimation de la direction, et le montant résultant est capitalisé dans la valeur comptable de l'immobilisation correspondante. Le coût capitalisé de mise hors service est amorti selon la méthode linéaire sur toute la durée du bail. La charge d'amortissement est incluse dans les services généraux dans le calcul du coût de fonctionnement net.

l) Avantages sociaux futurs

La CCT propose à ses employés des régimes de retraite à prestations déterminées par capitalisation intégrale ou partielle ou sans capitalisation, d'autres régimes à prestations déterminées sans capitalisation (notamment des avantages postérieurs à l'emploi, des avantages postérieurs au départ à la retraite et des congés de maladie non acquis) et des régimes de retraite à cotisations déterminées. Les régimes de retraite englobent un régime prévu par la loi, un régime supplémentaire et un régime offert à certains employés qui travaillent à l'extérieur du Canada. Les autres régimes d'avantages sociaux comprennent les indemnités de départ postérieures à l'emploi, de même que l'assurance maladie, l'assurance dentaire et l'assurance vie à la retraite ainsi que les congés de maladie non acquis. Les régimes de retraite à prestations déterminées prévoient des prestations calculées en fonction des années de service et des gains admissibles moyens à la retraite. Le volet à prestations déterminées du régime prévu par la loi et du régime supplémentaire a pris fin le 30 décembre 2017, date à laquelle a pris effet un gel des prestations et des services des participants au régime. La CCT cotise annuellement à certains régimes de retraite selon ce que précise l'évaluation actuarielle visant à déterminer les cotisations nécessaires pour que la CCT remplisse ses obligations à l'égard des avantages sociaux futurs, conformément à la réglementation actuelle à ce sujet. Les prestations de retraite sont automatiquement ajustées au coût de la vie en fonction des hausses de l'indice des prix à la consommation.

Commission canadienne du tourisme
Notes afférentes aux états financiers trimestriels
30 septembre 2018

Les charges et les obligations relatives aux régimes à prestations déterminées sont établies au moyen d'une évaluation actuarielle, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services, d'après la meilleure estimation de la direction quant au roulement du personnel, à l'âge moyen de la retraite, aux coûts moyens d'indemnisation par personne, aux niveaux futurs des salaires et des prestations, au rendement attendu des actifs des régimes, aux coûts médicaux futurs et à d'autres facteurs actuariels. Aux fins du calcul du rendement attendu des actifs des régimes, ces actifs sont évalués selon la valeur de marché.

Le coût des prestations au titre des services passés découlant de modifications apportées aux régimes est comptabilisé dans l'exercice au cours duquel la modification a été apportée.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimée du reste de la carrière active (DMERCA) des employés actifs. S'il ne reste plus d'employés actifs, les gains et les pertes actuariels sont entièrement amortis dans l'exercice suivant. Pour 2017, la DMERCA a été évaluée à 7,6 ans (8,6 ans en 2016) pour le régime de retraite agréé des employés de la CCT (RRA), à 0,0 an (0,0 an en 2016) pour le régime de retraite supplémentaire de certains employés de la CCT (RRS), à 11,2 ans (12,2 ans en 2016) pour le régime de retraite des employés de la CCT au Japon, en Corée du Sud et en Chine (plan universel), à 7 ans (7 ans en 2016) pour le régime d'avantages complémentaires de retraite, à 13 ans (13 ans en 2016) pour les prestations de départ et à 13 ans (13 ans en 2016) pour les prestations de congé de maladie.

Les employés qui travaillent au Royaume-Uni ou aux États-Unis participent aux régimes de retraite à prestations déterminées du ministère des Affaires étrangères administrés par le gouvernement du Canada. Les actifs de ces régimes ne peuvent être répartis parmi les employeurs participants; il s'agit de régimes de retraite multi-employeurs, qui sont comptabilisés à titre de régimes à cotisations déterminées. Les cotisations de la CCT à ces régimes correspondent au coût total des prestations pour l'employeur. Ce coût, qui varie selon le régime, est déterminé selon un pourcentage du salaire brut des employés. Les cotisations peuvent changer au fil du temps en fonction des résultats des régimes, car la CCT est tenue, en vertu de la loi actuelle, de modifier le taux de ses cotisations dans l'éventualité d'un déficit actuariel. Les cotisations correspondent aux obligations totales au titre des prestations constituées de la CCT à l'égard de ces employés et elles sont passées en charges au cours de l'exercice où les services sont rendus.

m) Instruments financiers

Les actifs financiers comprennent la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les créances et les placements de portefeuille, tandis que les passifs financiers comprennent les créditeurs et charges à payer. Les actifs et les passifs financiers sont évalués au coût amorti, ce qui se rapproche de leur juste valeur.

n) Incertitude d'évaluation

La préparation des états financiers conformément aux NCSP du Canada exige de la direction qu'elle fasse des estimations et formule des hypothèses qui ont une incidence sur les montants des actifs et des passifs présentés à la date des états financiers ainsi que sur les produits et les charges comptabilisés dans les exercices visés. Les résultats réels pourraient donc différer de ces estimations de façon significative. Les estimations les plus importantes ont trait à l'évaluation du passif au titre des avantages sociaux futurs des employés et de l'actif au titre des prestations constituées, à la durée de vie utile des immobilisations corporelles aux fins d'amortissement, à la juste valeur de l'obligation liée à la mise hors service d'immobilisations et aux éventualités.

o) Opérations entre apparentés

En vertu du principe de la propriété commune, la CCT est apparentée à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. Les opérations de la CCT avec ces entités sont effectuées dans le cours normal de ses activités et sont comptabilisées à la valeur d'échange.

Commission canadienne du tourisme
Notes afférentes aux états financiers trimestriels
30 septembre 2018

p) Services fournis sans frais et contributions en nature de partenaires

Aux fins de l'audit annuel des états financiers, le Bureau du vérificateur général du Canada fournit des services d'audit sans frais à la CCT. Dans le cours normal de ses activités, la CCT reçoit de ses partenaires certaines contributions en nature, y compris le transfert de divers types de biens et services qui aident à l'exécution des programmes. Les services d'audit et les contributions en nature des partenaires ne sont pas comptabilisés dans les états financiers.

3. Présentation des états financiers

Les présents états financiers intermédiaires non audités doivent être considérés de concert avec les états financiers annuels de la CCT en date du 31 décembre 2017, de même qu'avec le texte explicatif annexé au rapport financier trimestriel. Les montants divulgués aux présents états financiers intermédiaires, en date du 30 septembre 2018, ne sont pas audités et sont présentés en dollars canadiens.

4. Crédits parlementaires

Les crédits parlementaires approuvés pour l'exercice du gouvernement fédéral allant du 1^{er} avril 2018 au 31 mars 2019 s'élèvent à 95,7 millions de dollars (95,5 millions de dollars du 1^{er} avril 2017 au 31 mars 2018). La CCT n'est pas autorisée à excéder les crédits parlementaires approuvés.

5. Excédent accumulé (en milliers)

L'excédent accumulé se compose de ce qui suit :

	30 septembre 2018	31 décembre 2017
Excédent de fonctionnement accumulé	15 724 \$	21 415 \$
Gain de réévaluation accumulé (perte de réévaluation accumulée)	79	(35)
Excédent accumulé	<u>15 803 \$</u>	<u>21 380 \$</u>

Commission canadienne du tourisme
Notes afférentes aux états financiers trimestriels
30 septembre 2018

6. Immobilisations corporelles (en milliers)

(en milliers)	Matériel informatique	Logiciels	Améliorations locatives	Ameublement de bureau	T3 2018
Coût des immobilisations corporelles, début de la période	619 \$	19 \$	1 989 \$	275 \$	2 902 \$
Acquisitions	71	-	-	-	71
Cessions	(150)	-	(9)	(20)	(179)
Coût des immobilisations corporelles, fin de la période	540	19	1 980	255	2 794
Amortissement cumulé, début de la période	440	17	595	163	1 215
Charge d'amortissement	91	1	157	34	283
Cessions	(150)	-	(9)	(20)	(179)
Amortissement cumulé, fin de la période	381	18	743	177	1 319
Valeur comptable nette	159 \$	1 \$	1 237 \$	78 \$	1 475 \$

(en milliers)	Matériel informatique	Logiciels	Améliorations locatives	Ameublement de bureau	31 décembre 2017
Coût des immobilisations corporelles, début de la période	550 \$	19 \$	1 980 \$	275 \$	2 824 \$
Acquisitions	69	-	9	-	78
Coût des immobilisations corporelles, fin de la période	619	19	1 989	275	2 902
Amortissement cumulé, début de la période	330	16	386	118	850
Charge d'amortissement	110	1	209	45	365
Amortissement cumulé, fin de la période	440	17	595	163	1 215
Valeur comptable nette	179 \$	2 \$	1 394 \$	112 \$	1 687 \$